

APRES LES ATTENTATS TERRORISTES D'ALGER

Le silence des "émirs"

Les "émirs" terroristes, grands bénéficiaires des mesures de grâce et d'amnistie stipulées d'abord par la loi portant concorde civile et par, ensuite, celle portant charte pour la paix et la réconciliation nationale, se sont interdits de mêler leurs voix à celles, nombreuses, qui ont condamné et dénoncé les attentats terroristes du 11 avril dernier à Alger. Ils ont été avertis du moindre mot de réprobation, eux qui, auparavant, usaient leurs cordes vocales à réclamer à la république un supplément de dividendes politiques, après une clémence gracieusement offerte.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L'unique expression publique, s'il est permis de l'entendre ainsi, reste celle attribuée à l'ancien "émir" national du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), Hassan Hattab, qui, à travers un communiqué repris par un quotidien national, désapprouve "l'ultra radicalisme" d'Al Qaïda pour le Maghreb islamique.

L'ancien "émir" du désormais ex-GSPC, qui, semblait-il, se terre mais hésite toujours à faire acte de reddition — à moins que ce ne soit fait dans l'absolue discrétion —,

habille sa littérature d'un appel à ses anciennes ouailles à se joindre à la réconciliation nationale.

Si, cependant, Hattab a consenti, vraisemblablement calculateur, à se mettre en évidence de la sorte, le reste des chefs terroristes, "émirs" et lieutenants repentis de l'ex-armée islamique du salut (AIS), se sont murés dans un silence sidéral, s'évitant même un soupçon de haut-le-cœur.

Ni Madani Mezrag, ni Ali Benhadjar et encore moins Ahmed Benaïcha n'ont eu ne serait-ce qu'un mot de compassion pour les vic-



times des attentats kamikazes du mercredi noir. Il s'imagine aisément que dénoncer et condamner ces attentats était, pour eux, une attitude pénible à adopter. Aussi se sont-ils tus. Pourtant ce n'étaient-ils pas singulièrement désertés lorsqu'ils avaient à tâche et à cœur de travailler à repousser les limites de la charte

pour la paix et la réconciliation nationale ! D'aucuns ont assurément encore souvenance de l'abnégation mise par les "émirs" à solliciter la tribune médiatique pour tenter de davantage soumettre la république à plus de largesses en leur faveur. La dernière déclaration écrite en date de Madani Mezrag a consigné une préoccupation

électorale et une ambition partisane.

L'ancien "émir" national de l'AIS autodissoute en 1997 s'est plaint de ce que l'administration a contrarié sa velléité de candidature pour un mandat parlementaire. Une plainte, à vrai dire, assortie de l'annonce de la structuration organique de la base militante de ce qui

était le FIS avant sa dissolution. Et, en évoquant cette entreprise, Mezrag parle au nom d'une direction de l'ex-AIS élargie. Ce qui revient à comprendre que ce sont les terroristes repentis et bénéficiaires des dispositions de la concorde civile qui devraient constituer l'ossature de cette structure politique cogitée. C'est à cela que s'attellent les "émirs" repentis ou élargis qui, par ailleurs, restent — ils ne s'en cachent aucunement — réfractaires à l'idée même de reconnaître qu'ils se soient "égarés" lorsqu'ils écumaient les maquis. Il n'étonne, donc, pas qu'ils demeurent sans voix face au terrorisme toujours sévissant. Les attentats du 11 avril dernier, pour ne citer que les plus spectaculaires enregistrés ces derniers mois, ont donné à le vérifier, si nécessaire, une fois de plus. Et qui ne dit rien consent, dit l'adage.

S. A. I.

**KARIM TABBOU,
PREMIER SECRETAIRE
NATIONAL DU FFS**

"La parenthèse de la violence n'est pas fermée"

Au lendemain d'une session extraordinaire du conseil national du Front des forces socialistes (FFS), Karim Tabbou, premier secrétaire national de cette formation politique, a animé hier une conférence de presse au siège du parti. Lors de cette rencontre avec les médias, le conférencier est revenu sur l'actualité sécuritaire en déclarant d'emblée que "la parenthèse de la violence en Algérie n'est pas fermée". "Le pays n'en a pas encore fini avec l'aventure et le hasard. Le pourrissement de la situation continue. Ce dont le pays a besoin, c'est d'un Etat juste et fort", a estimé Karim Tabbou. Et en soulignant que "la vraie sécurité des citoyens se moque du théâtre sécuritaire mis en scène par les autorités de l'Etat d'urgence. Ce n'est pas à coups de marches "spontanées", de condamnations programmées par l'administration que l'on va répondre aux besoins de la situation". Pour le premier secrétaire national du FFS, "l'exploitation d'une émotion populaire réelle forte et légitime par une certaine société civile, par certaines formations politiques, constitue un dévoiement du discours et de l'action politiques". "Seize ans après, on se retrouve à la case départ", a regretté le conférencier. Karim Tabbou a par ailleurs défendu les positions de son parti par rapport aux prochaines échéances électorales. "Par devoir de fidélité à la population nous avons décidé de ne pas prendre part à ce grand carnaval électoral", a-t-il estimé. "Les choix sont antérieurs aux élections. Le partage des sièges et des quotas se fait en haut et celui des rôles en bas. Les positions dans les listes, d'ailleurs confectionnées par le DRS, se négocient aux plus offrants", autant d'arguments présentés par le conférencier pour justifier ce boycott.

Pour rappel, outre l'adoption à "l'écrasante majorité" du programme d'action du FFS, les membres du Conseil national ont procédé vendredi à l'installation du secrétariat national composé de 21 membres issus de différentes wilayas du pays. Une instance qui sera chargée de mettre en œuvre le programme d'action du FFS et qui comprend, entre autres, la tenue du quatrième congrès les 4, 5 et 6 septembre prochain "en présence du président du FFS, Hocine Aït Ahmed".

Lotfi Mérad

POMPIERS MORTS LE 11 AVRIL

La résignation des familles

"Ntmena nalbess djeddid. N'koun saïd. Nmout चाहिद." "Mon vœu est de me vêtir de neuf. D'être heureux. De mourir en martyr". Un souhait que ne cessait de formuler à ses proches et notamment à ses sœurs Fateh Bouiren, âgé de 35 ans, l'un des trois pompiers de Bordj-El-Bahri, décédés mercredi dernier, suite à l'explosion de la voiture piégée qui a ciblé le commissariat de Bab Ezzouar.

Fateh s'est marié il y a sept mois et allait fêter son 36ème anniversaire le 2 juillet prochain. Nous avons rencontré sa famille six jours après le drame dans leur appartement de la cité 605 à Boudouaou. Une grand-mère qui avait élevé le jeune Fateh, dont le visage passait du sourire timide à une profonde tristesse visible à ses yeux embrunés, un père, par pudeur, contenant ses larmes, des sœurs aussi attristées, et un frère plus jeune, Sofiane, refusant imperceptiblement de croire à la perte de son aîné mais qui affichait un visage presque souriant.

Une famille éplorée, se refusant à l'oubli, mais résignée de perdre ce jeune pompier. Un agent fauché à la fleur de l'âge alors qu'il était en mission, à bord d'un véhicule de service, transportant des équipements et de la peinture. Une mort, "un choc", que sa famille a encore du mal à accepter, aucun des ses membres n'ayant pu voir sa dépouille. Seul un ami du défunt a pu reconnaître le corps avant qu'il ne soit inhumé au cimetière de Boussekoual à Bordj-El-Bahri.

Néanmoins, avec la foi au cœur, ses proches n'ont eu de cesse de rappeler les vertus de Fateh, qui avait rejoint la Protection civile à l'âge de 18 ans après avoir échoué de peu à l'examen du baccalauréat. "Un type bien. Très calme. Serviable. Aimé de tous. Praticant et très religieux", ils n'ont pas manqué de mots touchants sur ses bonnes actions et sa disponibilité envers tous. Un pompier qui, selon son entourage, pressentait d'une

manière ou d'une autre sa fin et qui ne cessait d'exprimer ses égards à sa famille et notamment à son frère Sofiane, dont il était très proche et s'assurait toujours de son bien-être. "Mon fils est un bon garçon. Elevé dans la tradition. Apprécié de tous." C'est en ces termes que A. Bedoud, père de Nabil Bedoud, le second pompier ravi ce mercredi noir, s'est exprimé lorsqu'il nous a reçus à son domicile, une petite résidence d'une cité de la Protection civile, située à quelques encablures de l'Ecole nationale d'ingénierie et travaux appliqués (Enita) à Bordj-El-Bahri et de l'Ecole nationale de formation de la Protection civile. Retraité de la Protection civile, le père de Nabil, avec résignation mais une douleur perceptible, évoquera le parcours de son fils.

Né le 30 juin 1972, il avait à son actif 17 ans de service. Nabil préparait ses noces, prévues dans quelques mois. Un agent du feu dont le père, fier, disait qu'il était "mon bras droit". Nabil était membre d'une fratrie de 8 enfants et aîné de trois garçons. Il avait refusé de rejoindre un de ses frères, résidant au Canada, préférant rester aux côtés de ses siens.

Le père ne manquera pas de rappeler que le métier de pompier est un métier risqué, où la mort ou les blessures peuvent survenir à tout moment. En déclarant à ce propos : "Je connais l'esprit du corps. Je sais ce qui peut arriver d'une manière ou d'une autre." Mais "el mektoub", le père de Nabil y croit fermement. Cependant, il n'aurait jamais imaginé qu'un jour son fils mourrait, soufflé par une bombe. C'est un des jeunes enfants de Bouhoui Tahar, le troisième pompier décédé à 60 ans, qui nous a accompagnés à la maison mortuaire, une résidence traditionnelle du centre-ville de Bordj-El-Bahri. Liés, âgé d'environ 7 ans, jouait tranquillement au ballon avec son copain même si la tristesse se lisait sur ses yeux. Tahar, après 35 ans de bons et loyaux services, était à l'orée de la

retraite. La consternation marquait également les visages des autres membres de la famille de Tahar, présents ce jour-là, comme sa seconde épouse, la première étant décédée, ses filles et quelques-uns des 9 neufs enfants de ce pompier qui, à l'instar de son frère Lounès, également retraité, était fils de चाहिद. Une famille tout aussi éplorée de perdre en Tahar "une personne très estimée. Très sensible. Travailleur". "Nous ne comprenons pas pourquoi il est parti", une exclamation parmi d'autres de quelques-uns de ses proches, n'ayant pu admettre la mort de Tahar que le lendemain de sa disparition. Ils attendaient toujours son retour chez lui. Des parents qui ont cru au début que l'un des morts du commissariat de Bab-Ezzouar était un de leurs cousins, avant que la dépouille ne soit reconnue comme étant celle de Tahar, qui portait une clé que son frère Lounès a conservée comme une sainte relique. Tahar, qui avait tenu à accompagner les deux autres agents Nabil et Fateh, à bord du véhicule de la Protection civile, en mission, en rappelant que la quatrième personne à bord de la voiture, victime de graves blessures, devrait être transportée pour soins à l'étranger.

Trois familles, en douleur, qui ont salué le corps de la Protection civile, resté à leurs côtés durant cette épreuve et qui a pris en charge l'enterrement des trois victimes du devoir, une institution qui a fortement soutenu les familles. Des pompiers qui travaillaient ensemble dans la même caserne et qui, de retour d'une mission, sont morts dans la même voiture.

Des amis qui, coïncidence étrange, portent dans leurs noms la même initiale, B. Trois soldats du feu décédés à Bab-Ezzouar, un autre B en commun, et qui ont été enterrés le même jour, inhumés dans trois tombes adjacentes au centre du cimetière de Boussekoual à Bordj-El-Bahri, deux autres B en partage. Paix à leurs âmes.

Chérif Bennaceur